



Déclaration de Paris

Nous maires de grandes villes et membres des réseaux de villes C40, GCoM, Eurocities, AIMF et ICLEI, sommes déterminés à mener la transition vers un avenir plus durable, inclusif et prospère pour nos communautés. Les villes sont les sentinelles du changement climatique. Elles sont directement confrontées à ses effets et cherchent à en adapter les formes pour une meilleure réponse aux défis d'aujourd'hui et de demain.

Nous savons que prendre des mesures décisives pour faire face à la crise climatique sauvera des vies, créera de meilleures conditions économiques et sociales et réduira le coût de la vie, mais nous savons aussi qu'il y a un coût à la transition. Cet investissement doit être supporté avant tout par ceux qui en sont responsables : les compagnies pétrolières et les industries les plus polluantes, les ultra-riches comme le suggère le G20.

La science nous dit que pour éviter l'effondrement climatique, nous devons réduire l'utilisation des combustibles fossiles, cette industrie dont le Secrétaire Général de l'ONU nous dit qu'elle parraine la crise climatique : des messages faux, des campagnes trompeuses, des millions de dollars dépensés pour tordre la vérité. La circulation de ces contre-vérités prospère sur les réseaux sociaux.

Les ingénieurs du chaos construisent des caisses de résonance pour des théories fallacieuses sans aucun fondement scientifique. Sur la question climatique, la prolifération des informations fausses est préoccupante. La sortie des énergies fossiles est un impératif existentiel pour l'humanité. Les cinq prochaines années sont les plus cruciales de l'histoire pour la santé et la prospérité de notre écosystème planétaire. C'est ici et maintenant que les choses se jouent, que les choix doivent être faits, que les moyens doivent être donnés aux villes pour en faire les grands acteurs d'un changement à hauteur d'humains.

Nous Maires du monde, souhaitons voir les États et les organisations supranationales se mobiliser pour :

- Un engagement renforcé : Sécuriser l'ambition, envoyer un signal clair à toutes les parties prenantes sur la manière dont la mobilisation climatique peut apporter des avantages pour l'économie et l'environnement tout en procurant à chacun des ressources pour avancer. La pierre angulaire de l'action climatique multilatérale doit être l'accélération de l'abandon des combustibles fossiles, le renforcement de la résilience climatique et la fixation d'un objectif ambitieux et fondé sur la science. Dans le même temps, il doit apporter un soutien plus important aux communautés locales, aux travailleurs, aux familles à faible revenu et aux parties prenantes économiques à l'avant-garde de la mise en œuvre.
- Placer l'équité et la justice climatique au centre : Les futures politiques climatiques doivent avoir le droit, la justice, l'inclusion et l'équité en valeurs cardinales. Elles doivent participer à contenir l'inflation et garantir la santé, un logement abordable et la sécurité économique pour



tous. Les maires sont unis aux travailleurs et aux familles et s'engagent à faire en sorte que les avantages de la transition climatique soient accessibles à tous, en particulier à ceux qui en ont le plus besoin. Cela comprend le soutien à une transition juste et inclusive, l'amélioration des droits des travailleurs et la garantie du dialogue social. En renforçant les capacités locales, nous pouvons accélérer la réalisation de projets climatiquement neutres.

- Augmenter le financement du climat et de la transition juste : Atteindre une transformation socialement juste et compétitive vers la neutralité carbone ne peut se faire sans moyens supplémentaires. La réforme des institutions financières internationales doit être une opportunité pour partager les contraintes iniques qui pèsent sur les villes en matière d'accès au financement. Les réglementations nationales empêchent aujourd'hui plus de la moitié des villes du monde d'accéder au financement quand une proportion substantielle de celles qui y ont accès font face à des taux dissuasifs qui reposent en partie sur des déterminants exogènes, taux de change notamment.
- Supprimer les subventions aux combustibles fossiles : Les gouvernements nationaux doivent réaffecter les subventions des combustibles fossiles à l'innovation verte : entreposage des énergies renouvelables, systèmes d'énergie propre, développement d'une main-d'œuvre qualifiée. Le Nord global devrait aussi renforcer son rôle de leader mondial du climat et favoriser la coopération internationale. Cela inclut le développement de partenariats et de collaborations pour relever des défis transfrontaliers tels que la dégradation du climat, la perte de biodiversité et les inégalités sociales. L'effort de soutien au reste de la planète n'est pas simplement un choix d'humanité, c'est aussi un choix de raison.
- Reconnaître les villes comme des partenaires essentiels de la mise en œuvre : Les villes et les régions ont la plus grande responsabilité dans la mise en œuvre de l'action climatique mondiale. Cependant, leur participation à sa conception et le soutien fourni ont été insuffisants. Les villes peuvent être des partenaires efficaces mais nous ne pouvons pas y arriver seuls. Nous devons renforcer les solutions de gouvernance à plusieurs niveaux, donner une voix plus directe aux maires dans l'élaboration des politiques. Au niveau mondial, le Groupe consultatif sur les gouvernements locaux et régionaux lancé par le Secrétaire général des Nations Unies participe de cet objectif. La Coalition pour des partenariats multiniveaux à forte ambition (CHAMP) décidés lors de la COP 28 à Dubaï est également un levier d'alignement pour faire travailler ensemble État, villes et régions.

Nous, maires du monde, espérons que cette Déclaration peut inspirer et contribuer à l'élaboration des priorités politiques. Nous souhaitons également, ardemment, que la COP 30 au Brésil, 10 après la COP21 et la signature de l'accord de Paris, entérine ses engagements. Cette COP, d'une importance particulière puisqu'elle sera le moment où les États feront part de leur nouvelle ambition (contribution déterminée au plan national), nous l'attendons la plus productive possible au service de ces enjeux malmenés dans une époque qui cumule les crises et les défis.



Nous, maires du monde, sommes animés par la nécessité de mettre à la portée de ceux qui vivent dans nos villes, ou de ceux qui y passent, l'environnement urbain le plus favorable et le plus inclusif possible.